



Communiqué de presse

022/2024

Montreuil, le 26 mars 2024.

Mettre fin à la marchandisation de la santé et de l'aide à l'autonomie : une urgentissime priorité

L'Union Fédérale des Retraité.e.s CGT de la Fédération Santé Action Sociale s'inquiète du manque de considération portée à la dépendance des personnes âgées et des conditions détériorées de leurs prises en charge. Ce débat n'est pas éloigné de celui de la « fin de vie », car il s'agit aussi pour les personnes âgées « de bien et dignement vivre » la leur.

Depuis les révélations dans le livre de Victor Castanet « Les Fossoyeurs » des coupables agissements financiers, humains et sociaux d'ORPEA, rien n'a changé.

Le système privé lucratif de marchandisation pour l'accueil des personnes âgées dépendantes est toujours plus préoccupé par la rentabilité que par le bien-être des résident·e·s. Ce système juteux n'a pas été contraint par le pouvoir politique de rompre avec leur stratégie principalement centrée sur la recherche de profits, comme le revendiquait la Fédération Santé Action Sociale CGT.

Pourtant les scandales de maltraitements continuent de défrayer les médias ; pourtant le nombre de contrôles des EHPAD est toujours aussi insuffisant, un établissement est contrôlé tous les 20 à 30 ans et 80 % des contrôles sont fait sur pièces, pour seulement 20 % de contrôles sur site ; pourtant il n'y a toujours aucune obligation pour ces groupes de justifier que les dotations publiques destinées à la bonne prise en charge des résident·e·s et aux effectifs pour y répondre soient bien utilisées à cet effet.

Tout au contraire, l'État vient au secours financier de ces marchands qui voient leur fréquentation baisser depuis la révélation de leur système ; tout au contraire, on sauve ORPEA sans exiger un blocage total des redistributions de dividendes aux actionnaires ; tout au contraire, aucune démarche de développement d'établissements publics n'est mise en œuvre.

L'UFR CGT Santé Action sociale CGT exige :

- ▶ que l'État engage un ambitieux plan de développement du Secteur public afin de pouvoir mettre fin à ce système lucratif maltraitant et répondre aux besoins
- ▶ que ces groupes, qui se gavent d'argent public, soient nationalisés et intégrés dans le Secteur public, secteur qui nécessite d'être aidé au nom de l'intérêt général et non à celui des revenus boursiers ;
- ▶ que les retraité·e·s et les salarié·e·s ne soient plus l'objet de variable d'ajustement des économies budgétaires pour ce gouvernement ;
- ▶ que les moyens financiers et humains pour des prises en charges dignes dans les établissements publics soient débloqués pour les personnes dont l'état d'autonomie et de santé le nécessite.